

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bâtiment Territoire
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 21 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur 

SNAM

Avenue Jean Jaurès
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2023-46
Code AIOT : 0006802477
Pièce jointe : 1 projet d'arrêté de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mai 2023 dans l'établissement SNAM implanté avenue Jean Jaurès sur le territoire de la commune de Viviez (12110). L'inspection a été annoncée le 27 mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAM
- Avenue Jean Jaurès - 12110 - Viviez
- Code AIOT : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La SNAM exerce actuellement une activité de traitement de déchets industriels et de fonderie de 2ème fusion, soumise à autorisation. L'origine de son activité est liée au traitement des accumulateurs usagés de technologie NiCd (Nickel-Cadmium) en vue de l'extraction du cadmium. Le site a été autorisé à exploiter sous le nom de la SAVAM en juillet 1988. En 1992, la SAVAM devient Société Nouvelle d'Affinage des Métaux (SNAM).

La société développe ses activités et plusieurs actes administratifs sont pris pour encadrer ses activités : 24 juillet 1997, 25 juillet 2000, 1er août 2005, 17 juin 2013 et 4 février 2014.

Suite au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation en novembre 2012, la société est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 28 mai 2015 des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets intégrant :

- la thermolyse des accumulateurs dans des fours chauffés à 500 °C ;
- la distillation et le raffinage du cadmium permettant l'obtention de lingots de cadmium métal de pureté 99,99 %.

Les installations dédiées à la fusion par induction à 1 500 °C des résidus de la distillation composés d'alliages nickel-fer afin d'obtenir des lingots de nickel-fer métal ont été démantelées au cours du mois de décembre 2022.

Ces modifications classent le site sous le statut Seveso seuil haut. Suite à une modification de la nomenclature des ICPE engendrée par la parution de la directive Seveso III, le site bascule sous le statut de Seveso seuil bas suivant l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2016. Les installations relèvent également de la directive « IED » au regard des rubriques 3250 et 3550.

En 2018, le site développe deux nouvelles lignes d'hydrométallurgie permettant :

- sur la ligne Hydrozinc, de régénérer les bains usés de fluxage, bains de préparation dans lesquels sont plongées des pièces en acier avant l'opération de galvanisation. Ces bains proviennent de sites industriels spécialisés dans la galvanisation à chaud au trempé ;
- sur la ligne Hydrobat, d'extraire du cobalt, du nickel et du manganèse pur à 95 % à partir de la fraction pulvérulente (dite « masse active ») issue des opérations de broyage/tamissage des piles /batteries au Li-ion.

Ces nouvelles activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2022.

2) Thèmes de l'inspection

Les thèmes de visite retenus sont le suivi de l'inspection réalisée le 22 novembre 2022 et l'action nationale portant sur le contrôle des rejets atmosphériques des installations soumises à autorisation.

Suite à l'inspection réalisée le 22 novembre 2022 basée sur le thème de la sous-traitance au sein des installations classées pour la protection de l'environnement présentant des risques majeurs, la société SNAM a apporté les éléments de réponse souhaités. À ce titre, l'ensemble des procédures internes appliquées sont en cours de révision et de mise à jour en vue du basculement du site sous le statut Seveso seuil haut dans le courant de l'été 2023 (dossier de demande d'autorisation environnementale actuellement en phase de décision).

3) Constats

3-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

3-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 3-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Gestion des dysfonctionnements des unités de traitement d'air | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 3.1.1.2. | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 9 | Conditions générales de rejet | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 Article 3.2.3 | | |
| 10 | Conduit A Distillation Cadmium | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 article 3.2.4.1 | | |
| 13 | Conduit E Hydrométallurgie | Arrêté préfectoral du 28/05/2015, modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 article 3.2.4.5. | | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Unités de traitement d'air | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 3.1.1.1. | Sans objet |
| 3 | Secours électrique des installations de traitement d'air | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 3.1.1.3. | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 4 | Conduits et installations raccordées | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 3.2.2. | Sans objet |
| 5 | Conduits et installations raccordées | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 3.2.2 | Sans objet |
| 6 | Conduits et installations raccordées | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 3.2.2 | Sans objet |
| 7 | Conduits et installations raccordées | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 3.2.2 | Sans objet |
| 8 | Conduits et installations raccordées | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 3.2.2 | Sans objet |
| 11 | Conduit C Compactage | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 article 3.2.4.3 | Sans objet |
| 12 | Conduit D Assainissement | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 article 3.2.4.4 | Sans objet |
| 14 | Valeur limite de flux annuel | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 article 3.2.5 | Sans objet |
| 15 | Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement | Arrêté préfectoral du 28/05/2015 article 9.2.1.2 | Sans objet |
| 16 | Hydrométallurgie : cuves de stockage | AP complémentaire du 22/12/2022 article 8.3.4.6 | Sans objet |
| 17 | Hydrométallurgie : cuvette de rétention | AP complémentaire du 22/12/2022 article 8.3.4.6 | Sans objet |

3-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 4 non-conformités pour lesquelles une proposition de mise en demeure est transmise à monsieur le préfet de l'Aveyron. Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.

3-4) Fiches de constats

N° 1 : Unités de traitement d'air

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 3.1.1.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Unités de traitement d'air |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les unités de traitement d'air UTA 1 (fours de distillation cadmium), UTA 2 (raffinage cadmium, fonderie cadmium et fusion ferro-nickel et UTA 3 (secours) sont installées dans un bâtiment « Aspiration » situé en rive droite de l'Enne. Ce bâtiment, réalisé en béton banché, est équipé de sorte que les éventuelles émissions diffuses survenant sur les UTA restent confinées. |
| Constats : Les unités de traitement d'air UTA 1, UTA 2 et UTA 3 sont implantées dans un bâtiment dédié, réalisé en béton banché. L'exploitation des installations de fusion ferro-nickel a été arrêtée en 2013 et les équipements de production ont été démantelés en décembre 2022. De ce fait, l'UTA 2 ne traite plus que les émissions atmosphériques en provenance des activités de raffinage et de fonderie cadmium. |
| Observations : La mise à jour des prescriptions tenant compte de la suppression des installations de fusion ferro-nickel sera réalisée dans le cadre du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation qui interviendra au cours de l'été 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Gestion des dysfonctionnements des unités de traitement d'air

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 3.1.1.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des dysfonctionnements des unités de traitement d'air |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de défaillance d'une unité de traitement d'air des rejets cadmiés (UTA 1 ou UTA 2), les flux à traiter sont réorientés vers une autre unité de traitement d'air de capacité à minima équivalente. En cas d'absence de réaction humaine dans un délai défini, un dispositif automatique assure le basculement du flux à traiter vers une unité de traitement d'air fonctionnelle.</p> <p>En cas de dysfonctionnement simultané des unités de traitement d'air UTA 1 et UTA 2, l'unité de traitement d'air UTA 3 prendra en charge en priorité l'UTA 1.</p> <p>L'exploitant met en place un moyen d'asservissement interdisant le fonctionnement des fours de distillation si les unités de traitement de l'air (ou tout équipement qui contribue au fonctionnement normal du réseau « assainissement » UTA 11) sont en défaut ou à l'arrêt.</p> <p>Pour toutes les autres activités dont le traitement des rejets n'est pas assuré par des unités de traitement d'air redondées, tout dysfonctionnement ou indisponibilité d'une unité de traitement entraîne l'arrêt immédiat de l'activité concernée.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En cas de défaillance sur une des deux unités de traitement d'air UTA 1 (20 000 m³/h) ou UTA 2 (24 000 m³/h), l'UTA 3 (24 000 m³/h) assure la continuité des opérations d'épuration de l'air.</p> <p>Pour ce faire, des capteurs de pression et de température positionnés sur les lignes de traitement UTA 1 et UTA 2 permettent de s'assurer du bon fonctionnement des unités. En cas de dépassement d'un seuil d'alerte pré-enregistré pouvant laisser envisager le colmatage d'un filtre, le percement d'un filtre ou la présence d'un point chaud pouvant entraîner un départ de feu, un dispositif automatique composé de vannes guillottes assure la fermeture des entrées d'air vicié vers UTA 1 ou UTA 2 et l'ouverture vers la ligne UTA 3.</p> <p>En cas de dysfonctionnement simultané des unités UTA 1 et UTA 2, une commande manuelle sécurisée par un verrouillage à clé contraint l'unité UTA 3 à traiter prioritairement l'air vicié en provenance des fours de distillation cadmium, normalement traité par UTA 1.</p> <p>En revanche, l'exploitant ne dispose pas de moyen d'asservissement interdisant le fonctionnement des fours de distillation si l'unité UTA 11, destiné à capter et assainir l'air ambiant du rez-de-chaussée et de l'étage de l'atelier distillation, est en défaut ou à l'arrêt.</p> <p>Les installations de broyage, de compactage et de conditionnement des poudres sont reliées à l'unité UTA 7 et la mise en marche de ces installations est conditionnée au bon fonctionnement de cette unité de traitement.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un moyen d'asservissement interdisant le fonctionnement des fours de distillation si l'unité UTA 11, destiné à capter et assainir l'air ambiant du rez-de-chaussée et de l'étage de l'atelier distillation, est en défaut ou à l'arrêt.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Secours électrique des installations de traitement d'air

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 3.1.1.3. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Secours électrique des installations de traitement d'air |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose de deux groupes électrogènes d'une puissance unitaire permettant à chacun des groupes de garantir le secours électrique nécessaire au fonctionnement normal des unités de traitement de l'air des différents circuits de dépollution de l'usine auxquels ils sont affectés.</p> <p>Le premier groupe électrogène (A) vient suppléer la défaillance de l'alimentation électrique par le transformateur A en vue d'assurer notamment le fonctionnement de l'UTA 11 dédiée à l'assainissement des locaux de travail.</p> <p>Le second groupe électrogène (B) vient suppléer la défaillance de l'alimentation électrique par le transformateur B en vue d'assurer notamment le fonctionnement des UTA 1 et 2 dédiées aux traitements des rejets en provenance des ateliers de distillation et d'affinage du cadmium.</p> <p>Ces deux groupes sont indépendants l'un de l'autre. Ces groupes sont exclusivement dédiés au secours électrique et ne pourront pas avoir une fonction de production d'électricité lors des jours dit d'Effacement de Jour de Pointe (EJP).</p> <p>En cas d'indisponibilité de l'un des deux groupes électrogènes lors d'une sollicitation, les fours seront mis à l'arrêt jusqu'à la levée de l'indisponibilité. Une information systématique de l'inspection est réalisée dans ce cas.</p> |
| Constats : <p>L'établissement dispose de deux groupes électrogènes, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">- GE n°1 raccordé au TGBT 1 (20 000 V) et assurant le fonctionnement des unités UTA 3 et UTA 11 (assainissement) ;- GE n° 2 raccordé au TGBT 4 (20 000 V) et assurant le fonctionnement des unités UTA 1 et UTA 2. <p>L'établissement ne dispose plus de contrat EJP depuis 2011.</p> <p>Au cours des deux dernières années, les groupes électrogènes n'ont fait l'objet d'aucune indisponibilité.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Conduits et installations raccordées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 3.2.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Unités raccordées au conduit A : UTA 1 : fours de distillation 1 à 20 (cloches électriques) UTA 2 : unité de raffinage (2 creusets électriques de raffinage), unité de fusion (1 creuset électrique de fusion) et 1 four induction ferro-nickel d'une capacité de 500 kg UTA 3 : ligne d'aspiration de secours des UTA 1 et 2</p> <p>Systèmes de traitement et équipements associés : Cyclones en série avec filtres à poches, filtres finisseurs et filtres finisseurs haute efficacité. UTA 1 avec caisson charbons actifs en sus. DéTECTEURS d'énergie et extinction automatique sur les trois UTA.</p> |
| <p>Constats : Les unités de traitement UTA 1, UTA 2 et UTA 3 sont raccordées au conduit A. Sur ces unités de traitement, l'inspection a constaté la présence des systèmes de traitement et équipements associés suivants : - cyclones en série avec filtres à poches, filtres finisseurs (F9) et filtres finisseurs haute efficacité (H14) ; - détecteurs d'énergie "Berthold" et système extinction automatique.</p> <p>L'unité UTA 1 dispose d'un caisson charbons actifs en supplément.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Conduits et installations raccordées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Unités raccordées au conduit B : UTA 4 : unité de pyrolyse (2 brûleurs four à gaz + 2 brûleurs post-combustion à gaz) UTA 5 : chargement / déchargement pyrolyse</p> <p>Systèmes de traitement : Filtres à poches en série avec filtres finisseurs et filtres finisseurs haute efficacité. UTA 4 avec caisson charbons actifs en sus.</p> |
| <p>Constats : L'unité de pyrolyse n'a jamais été installée sur le site, de ce fait, les unités de traitement sont absentes.</p> |
| <p>Observations : Une unité de thermolyse, en remplacement de l'unité de pyrolyse projetée en 2013, sera installée en 2024 pour le traitement des batteries Li-ion. Aussi, la mise à jour des prescriptions tenant compte des modifications envisagés par l'exploitant sera réalisée dans le cadre du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation qui interviendra au cours de l'été 2023.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Conduits et installations raccordées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Unités raccordées au conduit C :</p> <p>UTA 6 : compactage et conditionnement des poudres</p> <p>UTA 7 : hotte polyvalente</p> <p>UTA 8 : refroidissement charges post distillation</p> <p>UTA 9 : unité de déchargement piles</p> <p>UTA 10 : unité Li-Rec</p> <p>Systèmes de traitement :</p> <p>UTA 6, 7 et 10 : filtres à cartouches en série avec filtres finisseurs et filtres finisseurs haute efficacité.</p> <p>UTA 10 avec cyclone en entrée en sus.</p> <p>UTA 8 : filtres finisseurs en série avec filtres finisseurs haute efficacité.</p> <p>UTA 9 : filtres à manche en série avec filtres finisseurs et filtres finisseurs haute efficacité.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à quelques modifications entre les installations et les unités de traitement sans compromettre les objectifs épuratoires mentionnés à l'article 3.2.4.3 de l'arrêté préfectoral susvisé en sortie du conduit C. À ce titre, l'UTA 7 collecte les aspirations des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compactage et conditionnement des poudres ; - unité de déchargement piles ; - unité Li-Rec. <p>Les effluents atmosphériques en provenance de la hotte polyvalente et du refroidissement charges post distillation sont traités par l'ASPI 4 et rejetés à l'intérieur du bâtiment au niveau de la zone de compactage.</p> <p>De ce fait, seule l'UTA 7 est raccordée au conduit C.</p> <p>L'UTA 7 et l'ASPI 4 disposent des systèmes de traitement suivants : dépoussiéreur à cartouche, filtres finisseurs (F9) et filtres finisseurs haute efficacité (H14).</p> |
| Observations : La mise à jour des prescriptions tenant compte des modifications réalisées par l'exploitant au niveau des installations et des unités de traitement sera réalisée dans le cadre du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation qui interviendra au cours de l'été 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Conduits et installations raccordées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Unité raccordée au conduit D : UTA 11 : assainissement Systèmes de traitement : Filtres à cartouches en série avec filtres finisseurs et filtres finisseurs haute efficacité. |
| Constats : L'unité de traitement UTA 11 est raccordée au conduit D. Sur cette unité de traitement, l'inspection a constaté la présence des systèmes de traitement suivants : 96 filtres à cartouche en série et 20 filtres finisseurs haute efficacité (H14). Sans compromettre les objectifs épuratoires mentionnés à l'article 3.2.4.4 de l'arrêté préfectoral susvisé en sortie du conduit D, l'UTA 11 n'est pas équipée de filtres finisseurs (F9). |
| Observations : La mise à jour des prescriptions tenant compte des modifications réalisées par l'exploitant au niveau des systèmes de traitement de l'UTA 11 sera réalisée dans le cadre du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation qui interviendra au cours de l'été 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Conduits et installations raccordées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Unités raccordées au conduit E : UTA 12 : bains de minéralisation Ni UTA 13 : sécheur/broyeur</p> <p>Systèmes de traitement : UTA 12 : colonne de lavage à l'urée. UTA 13 : filtres finisseurs en série avec filtres finisseurs haute efficacité.</p> |
| <p>Constats : Suite aux modifications apportées en 2019 par l'exploitant au niveau du bâtiment abritant les activités d'hydrométallurgie, il ne subsiste plus qu'une seule unité de traitement raccordée au conduit E : l'UTA 12.</p> <p>Cette dernière est désormais destinée à collecter les effluents atmosphériques en provenance des réacteurs R1 à R4 (hydrozinc) et R11 à R14 (hydrobat). Elle est composée d'un groupe moto-ventilateur et d'une colonne de lavage des gaz permettant l'introduction d'hydroxyde de sodium (l'urée a été remplacée par de l'hydroxyde de sodium en raison de l'utilisation de l'oxyde de zinc à la place de l'ammoniaque dans le procédé d'hydrozinc).</p> <p>L'exploitant a précisé que les réacteurs R11 à R14 n'étaient plus utilisés et, de ce fait, ils ne sont pas raccordés à l'UTA 12.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant consignera les réacteurs R11 à R14 afin que ces derniers ne puissent pas être utilisés par les opérateurs de la SNAM.</p> <p>La mise à jour des prescriptions tenant compte des modifications réalisées par l'exploitant au niveau des installations d'hydrométallurgie sera réalisée dans le cadre du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation qui interviendra au cours de l'été 2023.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Conditions générales de rejet

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 – article 3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Conduit A : débit nominal de 48 000 Nm ³ /h et vitesse d'éjection de 13 m/s Conduit B : débit nominal de 20 000 Nm ³ /h et vitesse d'éjection de 11 m/s Conduit C : débit nominal de 60 300 Nm ³ /h et vitesse d'éjection de 16 m/s Conduit D : débit nominal de 55 500 Nm ³ /h et vitesse d'éjection de 11 m/s Conduit E : débit nominal et vitesse d'éjection (cf étude de dimensionnement transmise par courrier en date du 15 janvier 2021 : 6000 Nm ³ /h et 12 m/s) |
| Constats : Au regard du rapport d'analyse n° D91594352201R001(M01) en date du 16 février 2023 du laboratoire agréé, les débits et les vitesses d'éjection mesurés sont les suivants : Conduit A : débit de 26 800 m ³ /h et vitesse d'éjection de 13,1 m/s Conduit B : sans objet (conduit non raccordé) Conduit C : débit de 28 000 m ³ /h et vitesse d'éjection de 13,5 m/s Conduit D : débit de 54 600 m ³ /h et vitesse d'éjection de 15,3 m/s Conduit E : débit de 2 210 m ³ /h et vitesse d'éjection de 7 m/s Les conduits C et E ont des débits et des vitesses inférieurs à ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral car : - certaines unités de traitement initialement prévues n'ont pas été raccordées au conduit C ; - UTA 12 raccordée au conduit E dispose d'un variateur d'intensité permettant d'ajuster le débit d'aspiration. Lors des mesures effectuées par le laboratoire agréé, le variateur était en position 1 sur 4. En revanche, le débit mesuré sur le conduit A est inférieur à celui mentionné dans l'arrêté préfectoral sans que l'exploitant puisse justifier un tel écart. |
| Observations : L'exploitant justifiera le faible débit mesuré sur le conduit A et s'assurera que cela ne remet pas en cause l'efficacité des aspirations positionnées au niveau des installations de distillation, de raffinage et de fonderie du cadmium. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Conduit A - Distillation Cadmium

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 – article 3.2.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduit A - Distillation Cadmium |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Poussières : concentration 3 mg/Nm³</p> <p>HCl : concentration 10 mg/Nm³</p> <p>SOx (exprimés en SO₂) : concentration 50 mg/Nm³</p> <p>NOx (exprimés en NO₂) : concentration 200 mg/Nm³</p> <p>Dioxines et furanes : concentration 0,1 ng/Nm³</p> <p>Cadmium (Cd) : concentration 0,05 mg/Nm³ - flux 12 g/j</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (TI) : concentration 0,05 mg/Nm³ - flux 2,5 g/j</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : concentration 0,5 mg/Nm³ - flux 10 g/j</p> <p>COVNM : concentration 110 mg/Nm³ - flux 30 kg/j</p> <p>Fréquence de l'autosurveillance :</p> <p>Cd particulaire : analyse journalière sur prélèvement en continu</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (TI) : trimestrielle</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : Trimestrielle</p> <p>Fréquence des mesures comparatives :</p> <p>Poussières : annuelle</p> <p>Dioxines et furanes : annuelle</p> <p>Cadmium (Cd) : semestrielle</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (TI) : annuelle</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : annuelle</p> <p>COVNM : annuelle</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Au regard du rapport d'analyse n° D91594352201R001(M01) en date du 16 février 2023 du laboratoire agréé, il ressort que les prélèvements effectués le 13 décembre 2022 mettent en évidence un dépassement significatif du flux journalier en métaux lourds (47,27 g pour une valeur maxi autorisée à 10 g). Ce dépassement est principalement dû à une concentration élevée en zinc sur la fraction gazeuse (45,4 µg/m³).</p> <p>Pour le reste, les résultats de l'autosurveillance air sur la période allant du 1er janvier 2022 au 31 mars 2023 et des mesures comparatives 2022 (mesures effectuées les 27 juillet et du 13 au 15 décembre 2022) font apparaître un respect des valeurs limites d'émissions et des fréquences d'analyses.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant apportera une attention particulière à ce dépassement significatif du flux journalier en métaux lourds afin d'engager des investigations approfondies sur leur présence sous forme gazeuse en sortie de conduit A. Les résultats de ces investigations seront transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans cet optique, la prochaine analyse du laboratoire agréé, prévue pour juillet 2023, devra porter sur l'ensemble des paramètres (fractions particulaire et gazeuse), à savoir : poussières, dioxines et furanes, cadmium (Cd), Mercure (Hg) et Thallium (TI), somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) et COVNM.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 11 : Conduit C - Compactage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 – article 3.2.4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduit C - Compactage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Poussières : concentration 3 mg/Nm³</p> <p>HCl : concentration 10 mg/Nm³</p> <p>SOx (exprimés en SO₂) : concentration 50 mg/Nm³</p> <p>NOx (exprimés en NO₂) : concentration 200 mg/Nm³</p> <p>Cadmium (Cd) : concentration 0,05 mg/Nm³ - flux 8 g/j</p> <p>Fluorure d'hydrogène : concentration 1 mg/Nm³ - flux 180 g/j</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (Tl) : concentration 0,05 mg/Nm³ - flux 2,5 g/j</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : concentration 0,5 mg/Nm³ - flux 40 g/j</p> <p>COVNM : concentration 110 mg/Nm³ - flux 4 kg/j</p> <p>Fréquence de l'autosurveillance :</p> <p>Cd particulaire : analyse journalière sur prélèvement en continu</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (Tl) : trimestrielle</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : Trimestrielle</p> <p>Fréquence des mesures comparatives :</p> <p>Poussières : annuelle</p> <p>Cadmium (Cd) : semestrielle</p> <p>HCl : annuelle</p> <p>Fluorure d'hydrogène (HF) : annuelle</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (Tl) : annuelle</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : annuelle</p> <p>COVNM : annuelle</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance air sur la période allant du 1er janvier 2022 au 31 mars 2023 et des mesures comparatives 2022 (mesures effectuées les 27 juillet et du 13 au 15 décembre 2022) font apparaître un respect des valeurs limites d'émissions et des fréquences d'analyses.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Conduit D - Assainissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 – article 3.2.4.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduit D - Assainissement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Poussières : concentration 3 mg/Nm³</p> <p>HCl : concentration 10 mg/Nm³</p> <p>SOx (exprimés en SO₂) : concentration 50 mg/Nm³</p> <p>NOx (exprimés en NO₂) : concentration 200 mg/Nm³</p> <p>Cadmium (Cd) : concentration 0,05 mg/Nm³ - flux 5 g/j</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (Tl) : concentration 0,05 mg/Nm³ - flux 2,5 g/j</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : concentration 0,5 mg/Nm³ - flux 40 g/j</p> <p>COVNM : concentration 110 mg/Nm³ - flux 10 kg/j</p> <p>Fréquence de l'autosurveillance :</p> <p>Cd particulaire : analyse journalière sur prélèvement en continu</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (Tl) : trimestrielle</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : Trimestrielle</p> <p>Fréquence des mesures comparatives :</p> <p>Poussières : annuelle</p> <p>Cadmium (Cd) : semestrielle</p> <p>HCl : annuelle</p> <p>Mercure (Hg) et Thallium (Tl) : annuelle</p> <p>Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : annuelle</p> <p>COVNM : annuelle</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance air sur la période allant du 1er janvier 2022 au 31 mars 2023 et des mesures comparatives 2022 (mesures effectuées les 27 juillet et du 13 au 15 décembre 2022) font apparaître un respect des valeurs limites d'émissions et des fréquences d'analyses.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Conduit E — Hydrométallurgie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28/05/2015 modifié par l'AP complémentaire du 15/01/2020 – article 3.2.4.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduit E — Hydrométallurgie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Poussières : concentration 3 mg/Nm³ HCl : concentration 10 mg/Nm³ NH3 : concentration 50 mg/Nm³ si flux horaire > à 100 g/h Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : concentration 0,5 mg/Nm³ – Flux : 10 g/j</p> <p>Fréquence des mesures comparatives : HCl : annuelle Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : annuelle NH3 : annuelle</p> |
| <p>Constats : Au regard du rapport d'analyse n° D91594352201R001(M01) en date du 16 février 2023 du l'organisme agréé, il ressort que les prélèvements effectués le 14 décembre 2022 mettent en évidence un dépassement très important du flux journalier en métaux lourds (171 g pour une valeur maxi autorisée à 10 g) au niveau de la cheminée E reliée aux installations d'hydrométallurgie (hydrozinc). Ce dépassement est principalement dû à une concentration fortement élevée en zinc sur la fraction gazeuse.</p> <p>Dans un courrier en date du 13 mars 2023, l'exploitant suggère que les dépassements en métaux lourds sur la fraction gazeuse du zinc soient dus à une pollution du barboteur utilisé par l'organisme agréé lors des prélèvements.</p> <p>Cependant, cette hypothèse n'a pas pu être confirmée par le rapport d'analyses n° N°E18396152301R001 du 21 avril 2023. En effet, ce rapport fait état d'un nouveau dépassement du flux journalier en métaux lourds (218 g pour une valeur maxi autorisée à 10 g) avec une concentration fortement élevée en zinc sur la fraction particulaire.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant apportera une attention particulière à ces dépassements afin d'engager des investigations approfondies sur la présence de métaux lourds.</p> <p>À ce titre, des investigations approfondies seront engagées afin de déterminer la cause de leur présence sous forme gazeuse en sortie de conduit E.</p> <p>Le cas échéant, des solutions de traitement ou des modifications dans le process de production seront proposées pour en réduire l'émission à l'atmosphère et s'assurer du respect des valeurs limites d'missions.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 14 : Valeur limite de flux annuel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28/05/2015, article 3.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite de flux annuel |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En complément des valeurs limites définies ci-avant individuellement par exutoire, le flux annuel de cadmium (sur 12 mois glissants) ne devra jamais dépasser 1,5 kg sur l'ensemble des rejets canalisés du site. |
| Constats : Selon les résultats de l'autosurveillance air réalisée sur l'année 2022, le flux annuel de cadmium (particulaire) rejeté dans l'environnement est d'environ 127 g. Il n'a pas été constaté de dépassement du seuil de 1,5 kg par an sur 12 mois glissants au cours des dernières années. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 15 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28/05/2015, article 9.2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Dans le cadre de son autosurveillance, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants des retombées de poussières : Concentration en cadmium dans la fraction PM 10 des poussières Fréquence : mensuelle</p> <p>Les points de mesures (au minimum deux) sont situés au Nord et au Sud du site (cf plan en annexe 5).</p> <p>L'exploitant fait réaliser une surveillance de la qualité de l'air par un tiers sur les paramètres suivants : Concentration en cadmium dans la fraction PM 10 des poussières, en benzène et dépôts de cadmium Fréquence annuelle</p> <p>Les points de mesures (au minimum deux) permettent de surveiller Viviez (Nord du site) et les habitations mitoyennes du site (cf plan en annexe 5).</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant procède à une analyse hebdomadaire de la concentration en cadmium (particulaire) contenu dans la fraction PM 10 des poussières recueillies dans les filtres équipant les deux préleveurs d'air ambiant positionnés en partie nord et sud du site.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu par l'intermédiaire d'une station météo interne située sur le site.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesures des concentrations en cadmium dans la fraction PM 10 des poussières, en benzène et dépôts de cadmium. Ce rapport daté du 24 novembre 2022 fait suite à la campagne de mesures réalisée du 5 septembre au 5 octobre 2022. Il en ressort des concentrations en cadmium élevées au niveau de l'emplacement sud probablement liée au fonctionnement de l'établissement. En effet, au cours de mois de septembre 2022, l'établissement a rejeté 19,47 g de cadmium pour un flux moyen habituel de l'ordre de 10 g par mois.</p> <p>Ce constat permet de conclure à la pertinence du réseau de mesure des retombées de cadmium particulaire dans l'enceinte du site.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées la liste exhaustive des différents paramètres analysés hebdomadairement et/ou mensuellement dans le cadre de l'autosurveillance des retombées de poussières.</p> <p>Il apportera les commentaires issus des informations recueillies par la station météo interne (notamment sens du vent) sur le rapport mensuel de l'autosurveillance des retombées de poussières.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 16 : Hydrométallurgie - cuves de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 8.3.4.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Hydrométallurgie : cuves de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cuves de stockage C1 à C5 sont soumises aux dispositions réglementaires figurant à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>À ce titre, l'exploitant transmet avant le 31 décembre 2022 à l'inspection des installations classées l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précédemment cité.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique en date du 31 mai 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le programme et le plan d'inspection des cuves C1 à C5. La première inspection devra être réalisée au cours de l'année 2023 pour les cuves C1 à C3 (mise en service en 2018).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 17 : Hydrométallurgie - cuvette de rétention

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 8.3.4.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Hydrométallurgie : cuvette de rétention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cuvette de rétention associée aux cuves de stockage C1 à C5 est soumise aux dispositions réglementaires figurant à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>À ce titre, l'exploitant transmet avant le 31 décembre 2022 à l'inspection des installations classées l'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précédemment cité, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique en date du 31 mai 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le programme et le plan d'inspection des cuvettes de rétention et des massifs associés aux cuves de stockage C1 à C5. La première inspection devra être réalisée au cours de l'année 2023.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |